INTERNATIONAL SOS

OCTOBRE 2026

Rapport THÉMATIQUE



ETATS-UNIS MIDTERMS 2026

EXPOSÉ DES RISQUES, ANALYSE ET RECOMMANDATIONS

LES MIDTERMS 2026 : TENSIONS POLITIQUES, SOCIALES ET IMPLICATIONS INTERNATIONALES

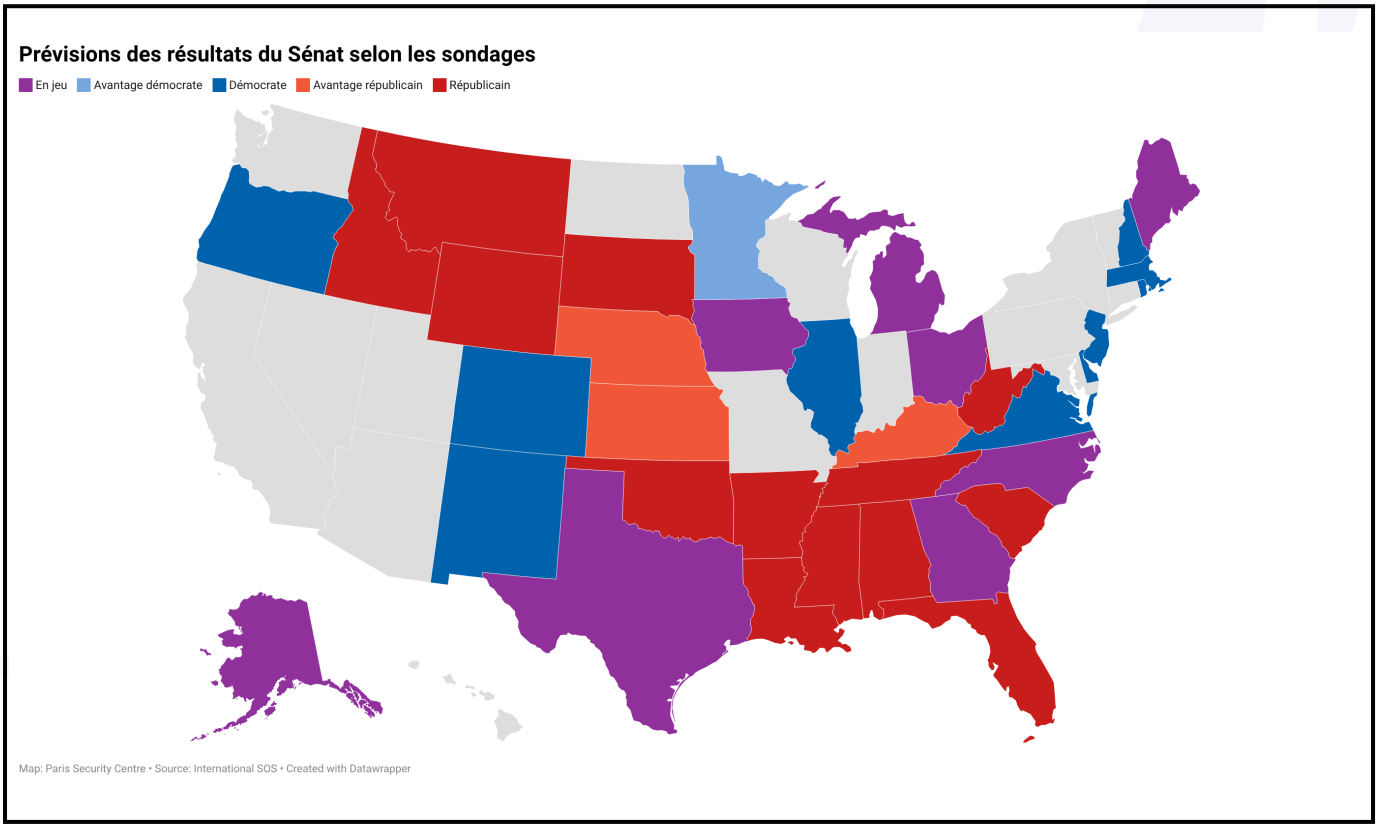
Les élections américaines de mi-mandat du 3 novembre interviennent dans un contexte politique et social particulièrement tendu. Les 435 sièges de la Chambre des représentants ainsi que 35 sièges au Sénat doivent être renouvelés, alors que les Républicains disposent actuellement d'une majorité limitée dans les deux chambres. Le scrutin pourrait donc modifier sensiblement l'équilibre politique pour les deux dernières années du mandat de Donald Trump, en réduisant notamment la capacité de l'administration à poursuivre certaines composantes de son agenda.

La campagne se déroule également dans un contexte de forte polarisation, de méfiance envers le processus électoral et de dégradation de l'environnement informationnel. Plusieurs tentatives récentes de modification des règles de vote ont renforcé les tensions entre l'administration fédérale et les États. Les campagnes de désinformation, les attaques personnelles contre certains candidats et le caractère serré de plusieurs scrutins devraient maintenir un climat politique tendu jusqu'aux élections, voir au-delà.

Cette dynamique s'accompagne d'une contestation sociale importante. Les politiques migratoires, les opérations de l'Immigration and Customs Enforcement (ICE), certaines mesures concernant les droits des personnes LGBTQ+, la guerre avec l'Iran et les difficultés liées au coût de la vie alimentent des mouvements de protestation qui dépassent désormais les principaux centres urbains traditionnellement démocrates.

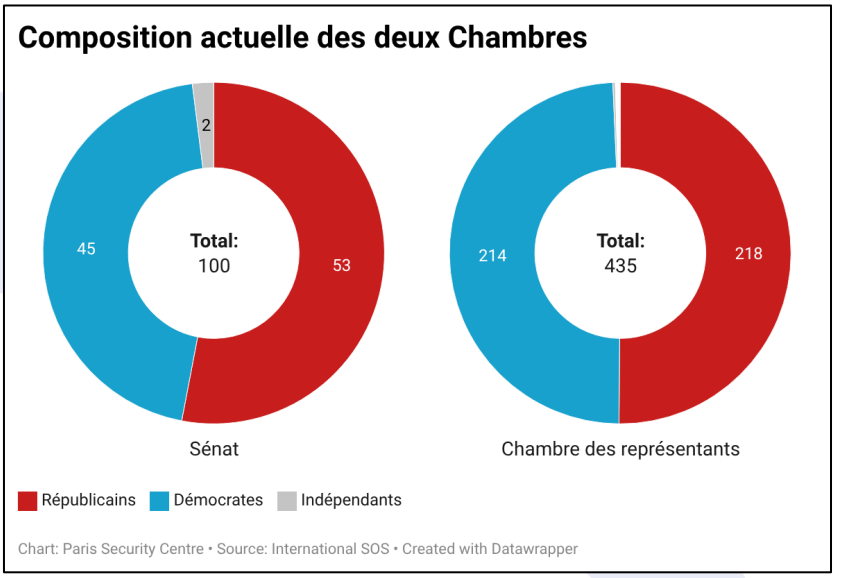
À court terme, cette situation ne devrait pas provoquer une détérioration générale de l'environnement sécuritaire. Cependant, elle accroît la probabilité de manifestations, de perturbations localisées et d'incidents ciblant principalement les personnes directement engagées dans la campagne. La période post-électorale pourrait également rester sensible si certains résultats serrés sont contestés.

À l'international, un changement de la majorité au Congrès n'entraînerait pas nécessairement une réorientation de la politique étrangère américaine mais pourrait néanmoins limiter la marge de manœuvre de l'administration Trump au cours des deux dernières années de son mandat.



1 UN SCRUTIN DÉTERMINANT POUR LA SECONDE MOITIÉ DU MANDAT TRUMP

Des équilibres fragiles au Congrès



Le 3 novembre, les électeurs renouvelleront l'ensemble de la Chambre des représentants ainsi qu'environ un tiers du Sénat. Les Républicains disposent actuellement d'une majorité limitée dans les deux chambres. Les Démocrates doivent donc réaliser des gains relativement faibles pour modifier l'équilibre du Congrès. Le scrutin est d'autant plus important que plusieurs sièges républicains, auparavant considérés comme relativement sûrs, sont désormais disputés.

A ce titre, au sein de la Chambre des représentants, le rapport de force est également influencé par le redécoupage des circonscriptions électorales. Ce dernier est normalement réalisé tous les dix ans pour tenir compte des évolutions de population. Néanmoins, ce découpage peut être utilisé afin de concentrer ou disperser les électeurs d'un parti afin de favoriser le camp au pouvoir, une pratique appelée *gerrymandering*. A l'approche des midterms, plusieurs États ont ainsi exceptionnellement redessiné leurs circonscriptions en dehors du calendrier habituel, renforçant l'importance du redécoupage dans la bataille pour le contrôle de la Chambre.

Plusieurs courses au Sénat sont particulièrement serrées, notamment en Alaska, dans l'Iowa, le Maine, le Michigan, le Nebraska, l'Ohio et le Texas. Cette évolution résulte moins d'un changement durable de l'équilibre politique dans ces États que d'un environnement national actuellement défavorable aux Républicains. Début octobre, le taux d'approbation de Donald Trump atteignait 32 %, tandis que 44 % des électeurs inscrits déclaraient préférer un candidat démocrate aux midterms, contre 37 % pour un Républicain. A ce titre, le coût de la vie et les conséquences économiques de la guerre avec l'Iran figurent parmi les principaux facteurs de mécontentement.

Dans plusieurs États, ce mécontentement à l'approche des midterms se combine avec des facteurs locaux. Certains candidats démocrates bénéficient d'une forte implantation, tandis que plusieurs candidats républicains sont fragilisés par des controverses. De même, la présence de sièges ouverts ou de scrutins récemment remportés avec de faibles marges réduit l'avantage du parti sortant. Ces différents facteurs expliquent pourquoi plusieurs États remportés largement par Donald Trump en 2024 font désormais partie des Etats disputés. En effet, ces élections sont particulièrement importantes car le contrôle du Sénat peut dépendre d'un nombre limité de sièges.



Un processus électoral sous pression politique

Le processus électoral constitue également un sujet de confrontation politique. En mars, Donald Trump a signé un décret visant notamment à renforcer la vérification de la citoyenneté des électeurs et à modifier les procédures applicables au vote postal. Plusieurs dispositions prévoyaient une implication accrue des autorités fédérales dans des domaines traditionnellement gérés par les États.

Les principales restrictions concernant le vote postal ont toutefois été bloquées avant les midterms. En septembre, la Cour suprême a notamment empêché l'application de nouvelles règles qui auraient donné à l'US Postal Service un rôle accru dans le traitement des bulletins. Environ trois électeurs sur dix avaient voté par correspondance en 2024, ce qui explique l'importance politique de cette question.

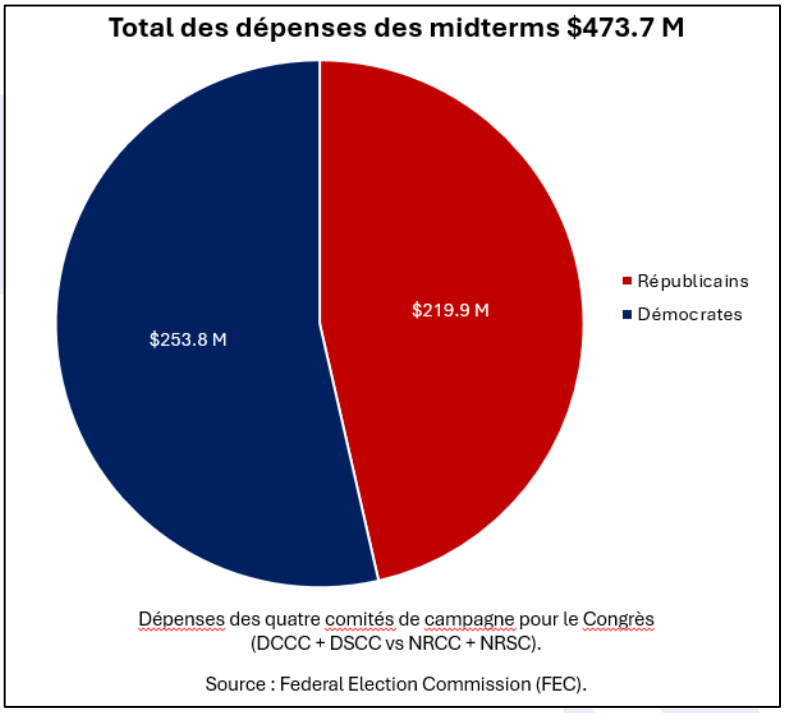
Ces décisions limitent les effets des réformes sur le scrutin du 3 novembre. Elles n'ont toutefois pas mis fin au débat sur l'intégrité des élections et sur les compétences respectives du gouvernement fédéral et des États. Ce sujet devrait donc rester un facteur de tension pendant et post campagne électorale.

2 UNE POLARISATION QUI DÉPASSE L'OPPOSITION ENTRE LES DEUX PARTIS

Une défiance croissante envers le processus électoral

La polarisation politique reste l'une des principales caractéristiques de la campagne. Elle ne repose toutefois plus uniquement sur l'opposition entre les électorats républicain et démocrate. Elle s'accompagne également d'une perte de confiance envers les institutions chargées d'organiser le scrutin. En 2026, environ 34 % des Américains déclarent avoir peu ou aucune confiance dans le fait que les midterms seront organisées équitablement, contre 24 % en 2025.
Les accusations de fraude, les campagnes de désinformation et les controverses liées au redécoupage de certaines circonscriptions entretiennent cette défiance. Elles renforcent également la perception, au sein d'une partie de l'électorat, que le déroulement du scrutin favorise le camp adverse.
Le caractère serré de plusieurs courses accentue cette dynamique et les controverses concernant certains candidats sont rapidement reprises au niveau national et relayées sur les réseaux sociaux. Dans un scrutin où quelques sièges peuvent déterminer le contrôle du Congrès, un incident local ou une accusation visant un candidat peut ainsi rapidement dépasser le cadre de l'État concerné.
Cette situation entretient un climat politique tendu à l'approche du scrutin. Elle pourrait également favoriser les contestations si certains résultats serrés sont perçus comme irréguliers ou remis en cause par l'un des camps.





Dépenses des quatre comités de campagne pour le Congrès (DCCC + DSCC vs NRCC + NRSC).

Source : Federal Election Commission (FEC).

Un risque de violence accru autour du processus électoral

Cette polarisation s'accompagne d'une évolution préoccupante dans la perception de la violence politique au sein de la population. D'après un sondage réalisé par PBS, NPR et Marist, environ 37 % des Américains considèrent que la violence pourrait être nécessaire pour « rétablir » le pays, contre 30 % en octobre 2025. Bien que ce résultat ne signifie pas qu'une proportion équivalente de la population soit prête à commettre des violences, il indique néanmoins qu'une partie de l'électorat accepte davantage le recours à la violence comme moyen d'action politique.
Plusieurs attaques récentes montrent que cette menace vise principalement les personnes directement engagées dans la vie politique. Depuis 2024, Donald Trump a été ciblé par trois tentatives d'assassinat. Des élus démocrates, des candidats et des figures militantes ont également été pris pour cible.
Le risque concerne donc principalement les candidats, leurs équipes, les militants, les responsables électoraux et les participants aux rassemblements. Ainsi, la diffusion de discours hostiles, de menaces ou d'accusations de fraude pourrait renforcer la pression sur ces acteurs à l'approche du scrutin et lors de l'annonce des résultats.

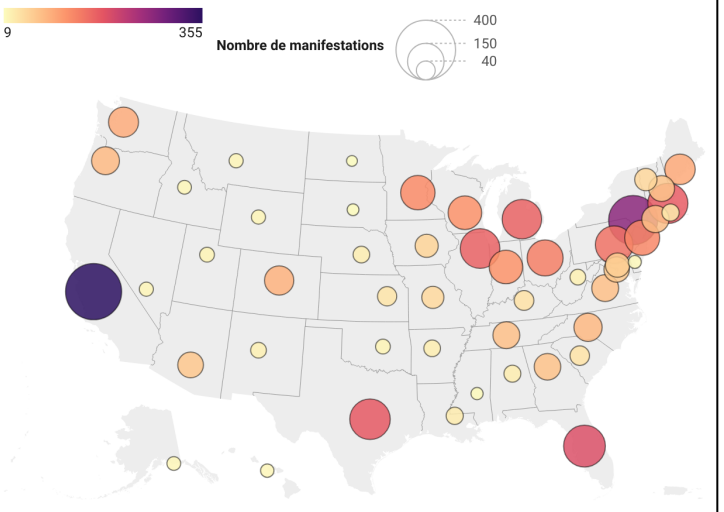
3 UNE CONTESTATION ANTIGOUVERNEMENTALE EN HAUSSE

Un accroissement des tensions sociales

La période électorale intervient dans un contexte de forte hausse des mouvements de protestation. En 2025, le nombre de manifestations enregistrées aux États-Unis a plus que doublé par rapport à la première année du premier mandat de Donald Trump en 2017. Ces mobilisations se caractérisent également par une implantation géographique plus diffuse. Les rassemblements ne se concentrent plus uniquement les grandes métropoles traditionnellement démocrates, mais également dans de nombreux comtés ayant voté pour Donald Trump. Cette extension géographique au-delà des principaux bastions d'opposition traduit moins un basculement politique de ces territoires qu'un élargissement des motifs de contestations au-delà des clivages électoraux habituels.

Les politiques migratoires constituent l'un des principaux facteurs de ces mobilisations. Les opérations de l'Immigration and Customs Enforcement (ICE), les expulsions et les méthodes employées par les agents fédéraux ont provoqué plusieurs mouvements d'ampleur. Après la mort de Renee Good lors d'une interaction avec l'ICE à Minneapolis le 7 janvier, plus de 1 000 rassemblements ont été organisés dans le cadre d'une mobilisation nationale. Cette dynamique s'inscrit dans une contestation plus large des politiques de l'administration. Les manifestations « No Kings » tenues en mars ont ainsi réuni des opposants aux opérations de l'ICE, mais aussi à la guerre avec l'Iran, aux politiques électorales de l'administration et à certaines mesures affectant les droits civiques. La contestation ne se limite donc plus à une revendication spécifique, mais tend également à rassembler plusieurs groupes opposés aux politiques fédérales.

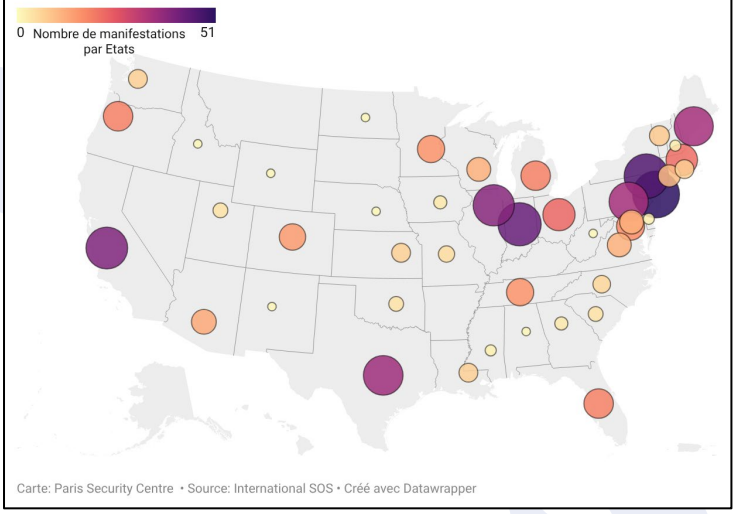
Etats-Unis : Manifestations antigouvernemental depuis mars 2026



Cette cartographie recense uniquement les manifestations dont le principal motif de mobilisation est la contestation des politiques fédérales et étatiques. Certaines mobilisations peuvent néanmoins inclure des revendications additionnelles.

Carte: Paris Security Centre • Source: International SOS • Créé avec Datawrapper

Etats-Unis : Manifestations Anti-ICE depuis mars 2026



Carte: Paris Security Centre • Source: International SOS • Créé avec Datawrapper

Des revendications qui tendent à converger

Les droits des personnes LGBTQ+, et plus particulièrement ceux des personnes transgenres, constituent également un facteur de mobilisation. Plusieurs mesures fédérales adoptées depuis le retour de Donald Trump ont renforcé la dimension politique de certains rassemblements organisés par les associations de défense de ces droits. Ces mobilisations s'inscrivent désormais plus régulièrement dans des mouvements contestant différents politiques de l'administration.
Les difficultés économiques viennent également renforcer ce climat social de mécontentement, sans constituer à elles seules la cause des manifestations. La hausse des prix du carburant, liée notamment aux perturbations énergétiques provoquées par le conflit avec l'Iran, affecte directement le pouvoir d'achat et augmente le coût des déplacements quotidiens.
Ce mécontentement économique s'ajoute à des contestations initialement centrées sur les politiques migratoires, les droits civiques ou la politique étrangère. L'opposition aux opérations de l'ICE peut ainsi se combiner avec des préoccupations liées au coût de la vie ou à d'autres politiques de l'administration. Cette convergence élargit les motifs de mobilisation et favorise la présence, au sein d'un même rassemblement, de groupes mobilisés pour des causes différentes.

La hausse du nombre de manifestations ne s'est toutefois pas accompagnée d'une généralisation des violences. La majorité des rassemblements restent pacifiques. Des affrontements avec les forces de l'ordre ou des contre-manifestants peuvent survenir, mais ils demeurent ponctuels et localisés. À l'approche des midterms, le principal changement réside donc davantage dans la fréquence et l'extension géographique des mobilisations que dans une augmentation généralisée de leur niveau de violence.

4 UN ÉQUILIBRE DU CONGRÈS SUSCEPTIBLE D'AFFECTER LA POLITIQUE EXTÉRIEURE

Des leviers institutionnels différents selon la chambre

Les élections de mi-mandat ne modifieront pas directement les principales prérogatives présidentielles en matière de politique étrangère. Un changement de majorité pourrait néanmoins réduire la marge de manœuvre de Donald Trump à poursuivre certaines orientations au cours des deux dernières années de son mandat.

Une Chambre des représentants contrôlée par les Démocrates pourrait davantage encadrer certains financements et renforcer le contrôle parlementaire sur les décisions prises par la Maison-Blanche.

Un basculement du Sénat pourrait également compliquer certaines nominations, notamment celles des ambassadeurs et des hauts responsables, ainsi que la ratification des traités internationaux nécessitant son approbation.

Un changement de majorité créerait ainsi davantage de contraintes institutionnelles sans permettre aux Démocrates de définir seuls une nouvelle politique étrangère. Donald Trump conserverait d'importantes prérogatives exécutives ainsi que son droit de veto.

Des effets principalement attendus sur le financement et le contrôle des politiques extérieures

Ces contraintes seraient particulièrement visibles sur les dossiers nécessitant des financements importants ou un soutien durable du Congrès. Le conflit avec l'Iran constitue à ce titre un enjeu majeur. L'engagement américain a déjà des répercussions économiques intérieures, notamment sur les prix de l'énergie. Une majorité démocrate dans l'une des chambres pourrait donc renforcer le contrôle parlementaire sur les dépenses liées au conflit et sur certaines décisions de l'administration, sans nécessairement entraîner un changement immédiat de stratégie.

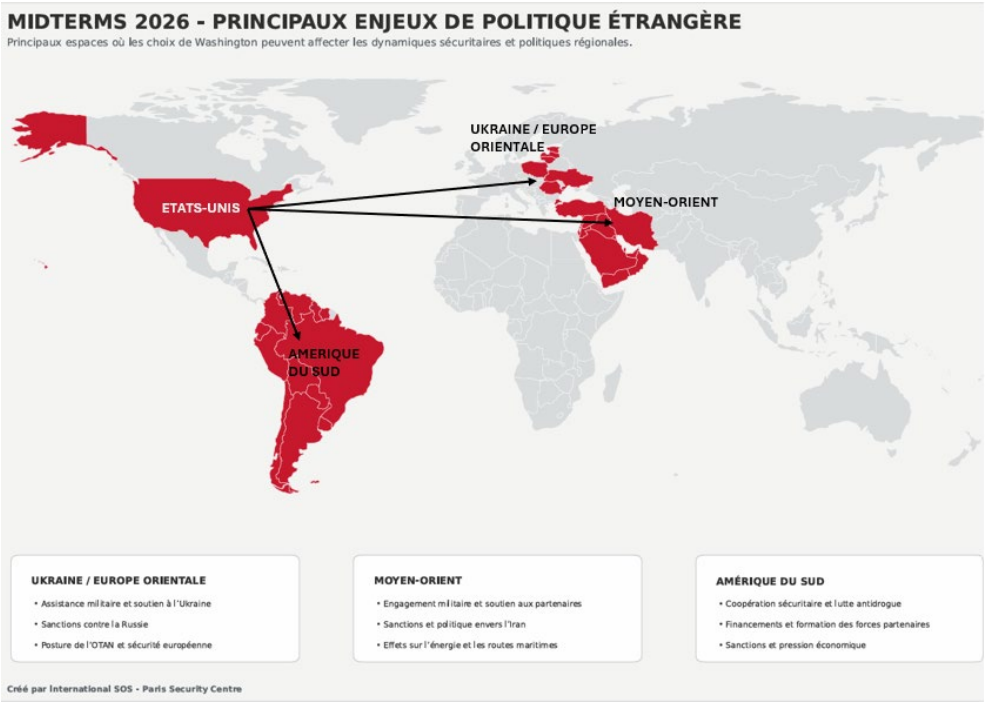
La même logique s'applique à l'engagement américain en Amérique latine. Washington a renforcé son influence politique et militaire dans la région et lancé plusieurs initiatives sous l'administration Trump. Un changement de majorité pourrait accroître le contrôle sur leur financement ou ralentir certaines mesures nécessitant l'appui du Congrès, sans pour autant remettre automatiquement en cause les orientations déjà engagées.

L'impact des midterms sur la politique étrangère dépendra donc moins d'un changement immédiat de doctrine que de la capacité de l'administration à financer, faire approuver et maintenir certaines initiatives dans la durée.

Une marge de manœuvre plus incertaine jusqu'en 2028

Pour les partenaires internationaux des États-Unis, l'enjeu principal réside dans la capacité de l'administration à mettre en œuvre son programme jusqu'en 2028. Le maintien des Républicains dans les deux chambres faciliterait la poursuite de ses orientations actuelles.

À l'inverse, une victoire démocrate dans au moins une chambre augmenterait les risques de blocage institutionnel. Elle pourrait également rendre certaines décisions américaines plus difficiles à anticiper lorsque celles-ci dépendent d'un financement, d'une nomination ou d'une approbation du Congrès.



4 RECOMMANDATIONS

À court terme, les tensions politiques et sociales devraient rester élevées jusqu'au scrutin. L'augmentation des mobilisations antigouvernementales observée depuis 2025, la poursuite des mouvements anti-ICE et les difficultés économiques devraient favorisé l'émergence de nouvelles manifestations. Celles-ci devraient néanmoins rester majoritairement pacifiques.
Le risque de violence politiques reste notamment concentré autour des personnes directement impliquées dans la campagne et le processus électoral. Pour les voyageurs d'affaires, le principal risque demeure une exposition à des dommages collatéraux lorsque qu'ils sont à proximité de manifestations, ainsi qu'à des restrictions de circulation ou à un renforcement ponctuel des dispositifs de sécurité.
La période suivant le 3 novembre devra également faire l'objet d'une vigilance accrue. Plusieurs scrutins pourraient rester indécis pendant le dépouillement et faire l'objet de contestations. Des accusations de fraude ou remise en cause prolongée de certains résultats pourraient alors provoquer de nouveaux rassemblements. À ce stade, aucun élément ne permet toutefois d'anticiper des troubles généralisés à l'échelle du pays.

Dans ce contexte, nous recommandons :

Pour les managers :
- ✓ Veiller à ce que les plans de gestion de crise soient en place et diffusés à l'ensemble du personnel. Ils doivent être mis à jour régulièrement pour s'assurer de leur pertinence ;
- ✓ Vérifiez que l'équipe de gestion de crise soit clairement identifiée ;
- ✓ Rester informé concernant les manifestations annoncées et adapter les déplacements lorsqu'elles se déroulent à proximité des sites de l'entreprise et des collaborateurs ;
- ✓ Maintenir une vigilance accrue autour des bâtiments gouvernementaux, des sites associés à l'ICE, des événements de campagne et des lieux liés au dépouillement de vote ;
- ✓ Suivre après le vote les principaux indicateurs de dégradation, notamment les contestations de résultats, les menaces envers les responsables politiques ou électoraux et les appels à des mobilisations nationales.

Pour les voyageurs :
- ✓ Prévoir une certaine flexibilité dans les déplacements pendant les jours entourant le scrutin, notamment dans les principaux centres-villes affectés par des rassemblements ;
- ✓ Éviter les rassemblements politiques, même lorsqu'ils sont pacifiques, en raison du risque d'altercations ponctuelles ou d'intervention des forces de l'ordre ;
- ✓ Attendez vous un renforcement de la présence des forces de l'ordre dans les grands centres urbains, notamment à proximité des bureaux de vote ;
- ✓ Enregistrez-vous auprès de votre ambassade / de votre consulat ;
- ✓ Inscrivez-vous aux alertes d'International SOS.

RAPPORT THÉMATIQUE 2026

internationalsos.fr
Contact-france@internationalsos.com